L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$12 | payable d'avance
TROIS FOIS PAR SEMAINE.$10 |

PAR BULLITT, MAGNE & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 7 FEVRIER 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY.

OFFICIEL
NOMINATION PAR LE GOUVERNEUR A MOUTON
Avec l'avis et le consentement du Senat
DENIS PRIEUR, annotateur des hypotheques pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orleans.
BERNARD MARIGNY, curateur de absentions pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orleans.
MERRIFS
CHARLES DUTILLET, pour la paroisse de Plaquemines
SIDNEY LEWIS, pour la Cour de District de Pratt District
VALERIEN ALLAIN, fils, pour la paroisse d'Orleans.

CLAY-CLUB.
6 février 1843.

Sur motion, resolu qu'une assemblée spéciale du ce Club, au lieu jeudi prochain, a 7 heures du soir, pour prendre en considération les mesures les plus efficaces pour nommer un candidat Whig, pour la place de Maire de cette ville.

GEORGE C. LAWRANSON, } Secrétaires
N. DELAPLAINE. }

LA MAIRIE.—La nomination de M. Denis Prieur à la place du Conservateur des Hypotheques, va necessairement amener une vacance dans la mairie; une nouvelle élection devra la remplir. Deja même il est question de plusieurs honorables citoyens comme candidats au poste de maire. Parmi ceux qui se mettent sur les rangs, on cite M. W. C. C. Claiborne et nous croyons qu'il presente de nombreux titres à cette magistrature.

CONGRES.—Dans sa séance du 27 janvier, le SENAT, après quelques presentations de memoires, résolutions ou bills d'un interêt fort secondaire, a repris la discussion du bill de l'Oregon. M. Berrien qui avait la parole, l'a gardée presque jusqu'a l'ajournement: M. Archer a demandé que le Senat s'ajournat à lundi, afin de pouvoir parler ce jour là sur le bill. Cette motion a reussi.

La Chambre, qui ne tenait pas comme le Senat à se reposer, a siegé le 27 et le 28 janvier, vendredi et samedi; mais elle n'a pas fait grand chose non plus. Le premier jour, M. Fillmore a défendu vigoureusement contre le sarcasme de M. Cushing et autres, le rapport du comité des voies et moyens sur le tarif et l'échiquier jours la Chambre a été appelée à voter sur différentes questions relatives à ce projet; et elle s'est enfin prononcée définitivement *contre l'adoption de ce projet* par 103 voix contre 18.! Cette majorité de 175 voix qui s'élève contre le plan du Président prouve ce que vaut jusqu'à present au Congres le parti Tyler. Le second jour n'a pas été marqué par un resultat; et le seul sujet qui ait quelque interêt pour nos lecteurs, c'est la reprise durant quelques instans de la discussion sur l'amende à remettre au Général Jackson. Rien n'a été encore décidé sur ce sujet. La Chambre s'est ajournée de bonne heure.

MYSTERE.—Notre correspondance particulière, qui se lit par l'indifference dans notre patrie française, nous donnait d'importans renseignemens sur la situation de ce pays jusqu'au 25 janvier. Un nouveau ministre du Gouvernement a propos de la liberté de la presse a fait plusieurs des journaux libéraux de cesser leur publication. De grands préparatifs, oublient pour entrer en campagne contre le Perou: le Gouvernement a ordonné l'enrolement de 34,000 hommes qui seront pris dans les différents departemens, et qui doivent être prets pour le 1er. mars.

L'odieuse de l'éditeur du *Tropic* nous met à même d'ajouter quelques détails à ces renseignemens. Le navire à vapeur *Ecrevisse* est arrivé à Vera-Cruz dans les derniers jours de janvier avec des nouvelles officielles de Campêche, et le bruit courait que les Yucatanais étaient parvenus à déloger les Mexicains des hauteurs qu'ils occupaient en arrière de Campêche et à reprendre ainsi les avantages qu'ils avaient perdus.

M Southall, porteur des dépêches du gouvernement de l'Union au general Thompson, est arrivé à Vera-Cruz et repartit presqu'immediatement pour Mexico.

Les principaux Tetiens étaient employés sur travaillant à Perote. Van Ness avait été emmené à Mexico et travaillait dans les rues.

La répétition du *Stabat Mater* qui a eu lieu dimanche dernier, a la salle St. Louis, est du plus heureux augure pour l'execution à St. Patrick. L'effet de cette belle œuvre est unfanquable. Le *Stabat* paraît du reste devoir acquerir une véritable popularité aux Etats Unis. Il vient d'être exécuté avec le plus grand succes à Baltimore.

THEATRE D'ORLEANS.

Mme Pierson et le *Rossignol*, comme vous voudrez, et le *Vicomte de Letorieres* ont enfin, le dimanche soir, amené en chair d'Orleans la foule, ou, la foule la foule pour de bon. Non pas simplement cette foule de renfermeurs, on ne reprétrouvait bien au large sur les banquettes, donnant la salle un air à peu près peuplé mais cette foule drue, compacte, serrée, nombreuse qui peut à peine se remuer dans les loges dans les galeries, au parterre ou elle s'entasse, enfin la foule dans la véritable acception du mot! Ç'a donc été jour de théatre une belle soirée que celle d'avant hier une recette fructueuse, et c'est quelque chose pour l'administration! Tant mieux, cela lui rendra quelque courage et quelque espérance, et elle ne se prépitera plus avec autant de rapidité à la poursuite de nouveautés ou de reprises qu'elle n'avait pas encore eu l'art de rendre productives. Elle vient de résumer en une seconde representation d'un vieux petit opéra français, et nous sommes convaincus qu'elle en fera autant, le jour qu'elle voudra, par exemple dimanche avec celui d'un opera Italien, avec celui de *Lucie de Lammermoor*. L'indifference du public commence à disparaitre un peu. Mme Place dans le *Rossignol* et surtout dans *Lucie* a eu quelque sorte donné le signal d'une revolution; que l'administration sache profiter des dispositions qui se manifestent, et la fin de la saison la récompensera des efforts et des sacrifices qu'elle semblait jusqu'à ce jour faire inutilement.

Oui, la sensation causée par Mme Place dans le rôle d'*Amalie* et dans celui de *Lucie*, est presque une revolution théatrale. le public puisque le mot a pu prendre s'est ému au bruit des applaudissemens qu'a soulevés notre prima donna dans ces deux dernières épreuves, et elle a si naturellement triomphé, il ne demande plus que l'occasion de l'applaudir. On la lui a donné avant hier, et voyez comme il en a sur le champ profité. Vienne la seconde, et il n'y fera pas moins, nous en sommes convaincus. Il serait peut-être plus empressé encore. Le *Rossignol* et surtout contredit une jolie petite musique, et Mme. Place, par la façon spirituelle dont elle la dit, par les gracieux ornemens dont elle l'embellit, par les merveilleuses broderies qu'elle y sème avec une prodigalité toujours de bon goût, M. Jandot, par la façon dont il lutte de gentillesse et d'élégance, de charme et de finesse avec la voix agile du rossignol qui chante sur la scène, opposent à cette partition sans importance réelle un ensemble inappreciable, une séduction irresistible. Ces acteurs, mais croit-on que le public ne donne pas aux *bonnes idées* sensible aux dramatiques inspirations de Donizetti lorsqu'elles sont pour interpréter la ravissante cantatrice que l'a applaudit? Que l'on songe surtout que dans *Lucie*, ce n'est plus simplement un harmonieux morceau que l'on écoute ensemble, mais qu'un charme exerce par les accents les plus mélodieux vient se joindre l'emotion qu'excite un drame rendu avec une intelligence rare et un sentiment plein de profondeur! Mlle. Place a mis, en ses, tout mieux encore dans *Lucie* que dans le *Rossignol*, et en ceci, nous le croyons, nous sommes l'echo de la majorité de ceux qui l'ont entendu dans les deux operas. Qu'elle reparaisse donc bien vite dans celui de Donizetti; et le public qui dimanche lui a accordé l'Ovation, lui décernera le Triomphe. Les fleurs, dans cette saison illusoires ne pouvant par un accueil digne, ne sont pas rares; elle s'élèvent vite, les bouquets que Mme. Place a eu toujours à ses pieds dimanche pour former sa couronne, de lundi, n'ont pas épuisé les parterres de nos marchandes de fleurs, et l'on en trouvera bien assez encore pour en couvrir entièrement le blanc linceuil de *Lucie*.

RAPPORT OFFICIEL
Des Débats, relations au Senat de la Louisiane.
Seance du Lundi 6 fevrier 1843.

M. Downs presente des petitions pour et contre la nouvelle paroisse qu'on a proposé de créer de celles d'Union, Claiborne et Ouachitta. Sur motion, ces pétitions sont référées a un comité spécial, dont le président nomme MM Downs, Bossier et Sparrow.

M. Ledoux donne notice qu'il présentera un bill pour autoriser Samuel Bush à tenir un bac sur la Mississipi, à l'habitation de Zénon Porche de la Pointe Coupée.

M. Hos presente un mémoire accompagné d'un bill abandonnant les droits de l'Etat à un esclave qui était la propriete de feu Robert Lawes, à Lafayette.

M Bernard presente une pétition des habitans de Baton Rouge, tour l'extension des pouvoirs de la corporation de la ville. Sur sa motion, référée à un comité spécial composé par le président de MM. Bernard, Carter et Ledoux.

M. Downs donne avis qu'il *présentera* les bills suivants

Acte relatifs aux appels dans certains cas, et acte pour amender l'acte pourvoyant a la liquidation des banques.

M. Downs soumet une résolution autorisant l'ingenieur d'Etat à débarrasser le bayou Darbonne des bois de dérive qui y sont accumulés par suite de l'essai fait pour en améliorer la navigation, par le Bureau des Travaux publics.

M. Downs démontre la nécessité où est l'Etat de remettre ce bayou dans la situation ou il était avant cet essai. Deux paroisses ont un très grand interêt à l'ouverture de cette voie; ce sont celles d'Union et Claiborne. Pour donner un exemple des graves inconvéniens de cette navigation, telle qu'elle est aujourd'hui, il raconte qu'un individu a perdu cet hiver seulement de douzelles en descendant le bayou, et que c'était une très grande perte pour lui. L'Etat, dit M. Downs, est tenu de réparer le mal qui est arrivé à cause de la tentative d'améliorations qu'on a suspendues et qui ne devaient pas l'être. L'honorable sénateur est loin d'espérer qu'on ne négligera pas l'amélioration demandée, et qu'en conséquence la résolution passera.

M. Sparrow est de l'opinion du préopinant en ce qui concerne l'obligation où est l'Etat de faire enlever les obstructions de bayou; mais il pense que d'autres rivières d'eau qui ont été obstruées de la même manière doivent aussi être débarrassées, par exemple les Bayous Teneas et Mason, dont les obstructions portent un si grand préjudice aux habitans de leur voisinage. Il propose donc comme un acte de justice que ces bayous soient inclus dans la résolution; et que l'ingenieur d'Etat soit requis, immédiatement après l'achèvement des travaux du bayou Darbonne, de faire transporter le bateau et les hommes qui y auront été employés aux bayous qu'il vient de désigner.

L'amendement est adopté.

M. Dupré propose un nouvel amendement qui porte que le bateau et les hommes employés au bayou Bœuf n'en soient pas retirés avant l'achèvement des travaux. Sans vouloir s'opposer à la résolution, M. D. ne croit pas qu'on doive suspendre des améliorations commencées et qui sont tout aussi urgentes que celles proposées.

M. Davidson dit que si cet amendement est adopté, il demandera une exception semblable pour le Bayou Manchac, ce qui, sans doute, aura l'exemple sera suivi par tous les sénateurs des districts ou des amélioration publiques ont été commencées et sont en progrès; l'interêt de leurs constituants l'engerait. Mais croyant que les bayous mentionnés ont besoin d'être dégagés des embarras qui les obstruent et que c'est un acte de justice autant que de nécessité, il laisse à la discrétion de l'ingénieur de disposer comme il le croira plus convenable des bras employés aux travaux publics.

M. Bossier supère que M. Dupré retirera son amendement qui génerait la résolution et la fera probablement échouer. Un seul bateau et douze hommes suffisent pour exécuter les travaux proposés. Il croit que la remarque de M. D. au sujet du bayou Bœuf est bien dénuée de fondement, vu qu'un ouvrage n'aurait rien de commun avec l'autre.

M. Walker repousse toute intention de faire échouer la résolution. Tout ce qu'il désire est que les travaux commencés ne soient pas arrêtés au moment où les fonds disponibles à d'autres ouvrages nouveaux. Il reconnait l'importance et l'utilité de l'entreprise projetée, mais il croit qu'il est encore plus essentiel de ne pas abandonner celles qu'on a commencées.

Les débats sont continués par MM. Sparrow, Dupré et Walker. Ensuite la résolution est déposée temporairement sur le bureau en attendant les renseignemens de l'ingénieur. Sur motion de M. Walker qu'il dit savoir de l'ingénieur que les obstructions peuvent être enlevées sans travaux nouveaux, et qu'il la réquerra de la rapporter immédiatement, l'amendement de M. Dupré. Alors elle passe et est transmise à la chambre des représentans.

M. Davidson donne avis qu'il présentera un acte pour réduire de nouveau les salaires des fonctionnaires publics.

M. Sparrow présente une pétition de W. et B. Voorhies demandant une indemnité pour certaines esclaves exécutés pour crimes. Sur motion référée à un comité spécial.

M. Labauve présente certaines réclamations de ses constituans contre l'Etat. Référées au comité des Réclamations.

Sur motion de M. Bernard on entre en séance executive. Après un assez long intervalle, les portes sont ouvertes et le Senat s'ajourne.

RAPPORT OFFICIEL
CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Lundi, 6 Février 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 81 membres.

L'orateur nomme MM. Philips, Selby et Edwards, membres du comité qui doit veiller à l'installation de bureaux convenables pour le Gouverneur, le Trésorier, &c.

M. Musson demande que le Comité des Banques soit requis de remettre à la Chambre le rapport du Bureau de Circulation. Cette motion prévaut.

Sur motion de M. Philips, le secrétaire va porter plusieurs ouvrages au Senat.

Pétitions, Mémoires et Révolutions.

M. Claiborne demande que le Crescent City soit admis aux journaux que reçoit déjà la Chambre.

M. Brewer demande aussi l'adjonction du Republican. L'amendement est adopté; mais la motion originelle est repoussée.

M. Clark présente une pétition de R. H. Braslear pour établir un ferry. Renvoi à un comité spécial composé des délégations de Terrebonne, Assomption et Ste.-Marie.

M. Phillips présente une pétition des habitans de Caddo, qui demande l'augmentation du salaire pour le shérif de Caddo. Renvoi au comité des réclamations. On renvoi au même comité une pétition de M. Vawter, présentée par M. Brewer.

M. Morgan présente un mémoire des citoyens de Baton Rouge qui se plaignent de certaines idées dans l'administration de l'Orphanat. Renvoi à un comité spécial composé de MM. Morgan, Brashear et Selby.

M. Selby présente une pétition des citoyens de Carroll qui demande une modification dans les qualifications des juges de police. Renvoi au comité judiciaire.

Comité, permanent.

M. Brashear, du comité des améliorations intérieures, fait un rapport défavorable sur un mémoire qui demande l'exécution de certains travaux au bayou Glaize.

M. Taylor, du comité des affaires, a terminé, rapporte un acte relatif aux élections et en demande le renvoi à un comité spécial. Cette motion prévaut et Orateur nomme MM. Brewer, Heath, C. Thibodeaux et Perkins.

M. Brashear, du comité des améliorations, rapporte une résolution qui enjoint à l'ingénieur d'Etat d'enlever certaines obstructions du bayou Vermilion. Le même comité rapporte un substitut à la résolution pour le nettoyage de la route de Baton Rouge à Lafourche.

Comités spéciaux.

M. Phelps du comité spécial auquel a été référé l'acte pour que la Cour Suprême siege durant un terme à Harrisonburg, rapporte cet acte sans amendement.

Les débats sont continués par MM. Sparrow, Dupré et Walker. Ensuite la résolution est déposée temporairement sur le bureau en attendant les renseignemens de l'ingénieur. Sur motion de M. Walker qu'il dit savoir de l'ingénieur que les obstructions peuvent être enlevées sans travaux nouveaux, et qu'il la requerra de la rapporter immédiatement, l'amendement de M. Dupré. Alors elle passe et est transmise à la chambre des représentans.

M. Davidson donne avis qu'il présentera un acte pour réduire de nouveau les salaires des fonctionnaires publics.

M. Sparrow présente une pétition de W. et B. Voorhies demandant une indemnité pour certaines esclaves exécutés pour crimes. Sur motion référée à un comité spécial.

M. Labauve présente certaines réclamations de ses constituans contre l'Etat. Référées au comité des Réclamations.

Sur motion de M. Bernard on entre en séance executive. Après un assez long intervalle, les portes sont ouvertes et le Senat s'ajourne.

RAPPORT OFFICIEL
CHAMBRE DES REPRESENTANS.
Lundi, 6 Février 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 81 membres.

L'orateur nomme MM. Philips, Selby et Edwards, membres du comité qui doit veiller à l'installation de bureaux convenables pour le Gouverneur, le Trésorier, &c.

M. Musson demande que le Comité des Banques soit requis de remettre à la Chambre le rapport du Bureau de Circulation. Cette motion prévaut.

Sur motion de M. Philips, le secrétaire va porter plusieurs ouvrages au Senat.

Pétitions, Mémoires et Révolutions.

M. Claiborne demande que le Crescent City soit admis aux journaux que reçoit déjà la Chambre.

M. Brewer demande aussi l'adjonction du Republican. L'amendement est adopté; mais la motion originelle est repoussée.

M. Clark présente une pétition de R. H. Braslear pour établir un ferry. Renvoi à un comité spécial composé des délégations de Terrebonne, Assomption et Ste.-Marie.

M. Phillips remarque que cette population éloignée ne demanderait pas mieux que de se mettre à l'abri de la justice, tandis que la véritable population, la population stationnaire avait droit de contre tout changement.

Après une courte discussion, M. Philips réclame l'appel nominal. Les voix se divisent ainsi: oui, 21; non, 21. L'Orateur ayant voté dans la négative, la section est rejetée.

Un congé de quelques jours est accordé à M. Hunt, pour cause de maladie.

La résolution relative à la navigation de la riviere Rouge est prise en considération, après avoir subi une seconde lecture.

M. Taylor, tout en s'exprimant d'accord sur les moyens de la Chambre, déclarerait qu'elle se prononcait définitivement sur cette résolution. Le rapport est basé sur des faits soumis par l'ingénieur. Il est absolument nécessaire de faire disparaître du lit de la rivière Rouge les obstructions qui engênent la navigation. Pendant la haut marée de l'année, un grand nombre de planteurs riverains est privé de toute communication avec la reste de l'Etat et ne se procure qu'avec une peine infinie les objets les plus nécessaires à la consommation. Il ne pense pas que les résolutions puissent raisonnablement être mises en opposition.

M. Philips propose un amendement aux résolutions. La Chambre, l'année dernière avait ordonné à l'ingénieur de percer le banc de sable qui se trouve à l'entrée du Bayou Lafourche; percé et là un travail très important et qui intéresse au plus haut point les planteurs supérieurs. Il désirerait en conséquence que l'on travaillât d'abord à faciliter la navigation du bayou Lafourche.

M. Brewer craint que la navigation de la Rivière Rouge ne soit entièrement arrêtée, si on n'y porte un prompt remède. Dans dix-huit mois il ne faudrait plus songer à nettoyer le lit de cette rivière. La navigation du bayou Lafourche ne court pas un si grand danger. M. Brewer défend chaudement les *Speeds* signé. Tout espoir d'arrangement est désormais perdu; il employer les fonds qui sont alloués! C'est justement pour mettre ordre à cette difficulté que la résolution a été proposée. Les travaux réclamés sont de la dernière importance, et tout ce que veut M. B. c'est que les $2000 qu'on y destine ne soient pas distraites pour une autre destination. Il pense que la résolution doit être prise en considération.

M. Benjamin déclare qu'il est fort en faveur de la mesure et qu'il serait disposer une résolution qui écarterait toutes les objections. Il suffit, dit-il, de temps pas, d'empêcher le détournement des fonds dûs au département de l'ingénieur pour les années 1842 et 1843. M. B. offre donc un amendement à cet effet.

M. Winchester pense que la chambre emporte avec elle une grande responsabilité en votant des appropriations sans avoir des renseignemens plus complets. Il ne voterait pas pour l'amendement.

M. Taylor déclare que si le membre de l'Assomption pouvait lui prouver que les planteurs riverains du Bayou Lafourche souffrissent la moitié de ce que souffrissent ceux de la Rivière Rouge, il voterait en faveur de son amendement. L'ingénieur avait déclaré que la Rivière Rouge était d'une très grande importance que l'Ohio. Ce n'est pas un Bayou, mais bien une rivière de 2000 milles de longueur, et le seul débouché des produits de l'intérieur. Il faut donc songer sérieusement à en faciliter la navigation. A l'appui de sa demande, M. Taylor présente une pétition des citoyens du Natchitoches, s'offrant à payer une taxe dont le produit servirait à enlever les obstructions de la Rivière Rouge.

M. Boudousquié demande la lecture des résolutions, afin que la Chambre puisse les comparer au rapport. On lit donc ce rapport que le gouvernement-général trouverait beaucoup de difficultés à envoyer des troupes dans cette partie de l'Etat. C'est là une question dont le Congrès seul aura à s'occuper. Quant à la résolution relative au bateau destiné à nettoyer le bas de la rivière, elle ne fera pas le prix; on ne peut l'adopter qu'autant qu'il y sera pourvu par une allocation; ces bateaux ne coûtent pas moins de $10,000 à $20,000.

M. Taylor, en réponse à M. Boudousquié, fait voir que cette somme, au rapport auquel ce dernier semble fait allusion en premier lieu, n'a d'autre but que d'appeler l'attention du gouvernement-général sur la protection que réclament nos frontières.

M. Winchester dit que le meilleur moyen de procéder serait de laisser à la rapport et de s'occuper de chacune des résolutions séparément. Cette motion est adoptée, et la première résolution est prise en considération.

M. Winchester propose plusieurs amendemens Bien que déclarant d'accorder sur les parties des résolutions ce qu'ils semblent tant désirer, il ne peut cependant le faire au détriment des autres parties de l'Etat. Il propose en conséquence d'effacer cette partie de la résolution qui enjoint à l'ingenieur d'Etat de construire un remorqueur.

M. Taylor entre dans quelques explications pour démontrer la nécessité de ce chemin, et combien il serait facile de le construire à peu de frais.

La proposition de M. Winchester est adoptée.

M. Philips propose de substituer à la première résolution une autre qui aurait pour but d'enjoindre à l'ingenieur d'Etat de construire un bateau à l'effet d'enlever les obstacles qui gênent la navigation de la Rivière Rouge et du bayou Lafourche. Il serait invité à l'ingenieur de commencer par le bayou au par la rivière, comme il le voudrait.

M. Taylor soumet un *postio* enjoignant à l'ingénieur de travailler d'abord à la Rivière Rouge.

M. Heath propose comme amendement que les travaux du Bayou Bœuf ne soient pas suspendus.

M. Taylor proteste contre les mutilations que l'on veut faire subir à la résolution.

M. Bordelon croit qu'il ne serait pas juste de faire suspendre les travaux du Bayou Bœuf.

M. Benjamin se déclare en faveur de la résolution Il s'oppose, dit-il, à tout amendement qui tendrait à empêcher que la Rivière Rouge fut débarrassée de ses obstructions.

La discussion s'engage sur ce point. M. Ratliff dit que les moyens de l'Etat sont excessivement bornés, et que si les chambres veulent faire quelque chose dans la vue de faciliter la navigation de la Rivière Rouge, elles devront pourvoir aux moyens d'exécution. Dans l'année 1842, est prise en consideration par la Chambre une proposition du comité général.

M. Ratliff n'est pas d'avis à ce que l'on alloue de nouveaux fonds au bénéfice des habitans riverains de la Rivière Rouge, et propose que le comité soit dissout.

M. Taylor fait remarquer que le bateau en question ne serait d'aucune utilité, si on n'allouait à l'ingenieur le montant requis. L'ingénieur n'a pas un sou pour accomplir ces travaux et la résolution propose le seul moyen d'accomplir l'entreprise. Il est maintenant d'un intérêt général de mettre l'ingenieur $10,000 qui suffiront à obtenir les dettes contractées, après quoi il restera de nouveau à see.

M. Ratliff dit que les créanciers du département ne doivent pas être soustrés dans leurs justes réclamations. Pourquoi donc y mettre un fonds sur lequel ils ont des droits incontestables? Il s'oppose donc à la section qui nécessait à une injustice.

M. Taylor répétique que le Représentant de Pointe Coupée commet une méprise; M. Ratliff explique l'amendement et est maintenant sur le sujet. Les fonds de 1842 sont épuisés, et une allocation de $5000 est réclame pour la construction du bateau à drageer; la résolution du reste déclare que les anciens créanciers doivent être préalablement satisfaits. Ce qu'il désire c'est que cela soit accompli que le produit du droit sur les ventes à l'encan pourra être mis à la disposition de l'ingenieur.

M. Ratliff répond que si, en vertu de la loi existante, cet argent doit aller dans le fonds d'amortissement, il faut qu'il y aille. Aussi tant les dettes payées, le premier argent reçu pourra être appliqué aux travaux reclamés. La résolution devient en conséquence inutile.

M. Musson pense que la discussion est prématurée et fait remarquer avant d'aller plus loin que le comité de finance ait fait son rapport.

M. Taylor expose que l'appropriation faite par dernier au departementale l'ingenieur a été employée à d'autres objets. Le département n'a jamais été en dette. La résolution ne sert qu'à fixer l'appropriation mais elle doit aller.

La motion de lever le comité est perdue.

M. Clark demande que le rapport et les résolutions soient déposés sur le bureau jusqu'au rapport du comité de finance.

La résolution est adoptée et le comité se lève.

Au moment où la résolution se présente devant la Chambre, M. Winchester présente quelques observations. Il se comprend pas la nécessité de la résolution. Les deux projets contiennent, dit-il, quelque faillis. L'adoption de celle qu'on examine peut coûter des allocations plus lourdes qu'on ne le suppose. La totalité des droits d'encan pour 1842, et $5000 sur le premier trimestre de 1843 forment une somme trop considérable pour ne pas être employée. Si nous devons abandonner la première partie de cette somme, n'y ajoutons pas $20,000.

M. Brewer dit qu'il s'est attaqué jusqu'à présent de prendre la parole sur ce sujet; mais que les objections qui naissent de tout point le forcent à le faire. Il connaît parfaitement la localité. L'adoption de la résolution qui est devant elle, et, en faveur du bateau à drageer et qui devait être, exemtée, le premier à ajouter la mesure, reuse la contraire les moyens de le mettre à exécution. Si le département de l'ingénieur est en arrière, c'est parce qu'il employer les fonds qui sont alloués! C'est justement pour mettre ordre à cette difficulté que la résolution a été proposée. Les travaux réclamés sont de la dernière importance, et tout ce que veut M. B. c'est que les $2000 qu'on y destine ne soient pas distraites pour une autre destination. Il pense que la résolution doit être prise en considération.

M. Benjamin déclare qu'il est fort en faveur de la mesure et qu'il serait disposer une résolution qui écarterait toutes les objections. Il suffit, dit-il, de temps pas, d'empêcher le détournement des fonds dûs au département de l'ingénieur pour les années 1842 et 1843. M. B. offre donc un amendement à cet effet.

M. Winchester pense que la chambre emporte avec elle une grande responsabilité en votant des appropriations sans avoir des renseignemens plus complets. Il ne voterait pas pour l'amendement.

M. Taylor déclare que si le membre de l'Assomption pouvait lui prouver que les planteurs riverains du Bayou Lafourche souffrissent la moitié de ce que souffrissent ceux de la Rivière Rouge, il voterait en faveur de son amendement. L'ingénieur avait déclaré que la Rivière Rouge était d'une très grande importance que l'Ohio. Ce n'est pas un Bayou, mais bien une rivière de 2000 milles de longueur, et le seul débouché des produits de l'intérieur. Il faut donc songer sérieusement à en faciliter la navigation. A l'appui de sa demande, M. Taylor présente une pétition des citoyens du Natchitoches, s'offrant à payer une taxe dont le produit servirait à enlever les obstructions de la Rivière Rouge.

M. Boudousquié demande la lecture des résolutions, afin que la Chambre puisse les comparer au rapport. On lit donc ce rapport que le gouvernement-général trouverait beaucoup de difficultés à envoyer des troupes dans cette partie de l'Etat. C'est là une question dont le Congrès seul aura à s'occuper. Quant à la résolution relative au bateau destiné à nettoyer le bas de la rivière, elle ne fera pas le prix; on ne peut l'adopter qu'autant qu'il y sera pourvu par une allocation; ces bateaux ne coûtent pas moins de $10,000 à $20,000.

M. Taylor, en réponse à M. Boudousquié, fait voir que cette somme, au rapport auquel ce dernier semble fait allusion en premier lieu, n'a d'autre but que d'appeler l'attention du gouvernement-général sur la protection que réclament nos frontières.

M. Winchester dit que le meilleur moyen de procéder serait de laisser à la rapport et de s'occuper de chacune des résolutions séparément. Cette motion est adoptée, et la première résolution est prise en considération.

M. Winchester propose plusieurs amendemens Bien que déclarant d'accorder sur les parties des résolutions ce qu'ils semblent tant désirer, il ne peut cependant le faire au détriment des autres parties de l'Etat. Il propose en conséquence d'effacer cette partie de la résolution qui enjoint à l'ingenieur d'Etat de construire un remorqueur.

M. Taylor entre dans quelques explications pour démontrer la nécessité de ce chemin, et combien il serait facile de le construire à peu de frais.

La proposition de M. Winchester est adoptée.

M. Philips propose de substituer à la première résolution une autre qui aurait pour but d'enjoindre à l'ingenieur d'Etat de construire un bateau à l'effet d'enlever les obstacles qui gênent la navigation de la Rivière Rouge et du bayou Lafourche. Il serait invité à l'ingenieur de commencer par le bayou au par la rivière, comme il le voudrait.

M. Taylor soumet un *postio* enjoignant à l'ingénieur de travailler d'abord à la Rivière Rouge.

M. Heath propose comme amendement que les travaux du Bayou Bœuf ne soient pas suspendus.

M. Taylor proteste contre les mutilations que l'on veut faire subir à la résolution.

M. Bordelon croit qu'il ne serait pas juste de faire suspendre les travaux du Bayou Bœuf.

M. Benjamin se déclare en faveur de la résolution Il s'oppose, dit-il, à tout amendement qui tendrait à empêcher que la Rivière Rouge fut débarrassée de ses obstructions.

La discussion s'engage sur ce point. M. Ratliff dit que les moyens de l'Etat sont excessivement bornés, et que si les chambres veulent faire quelque chose dans la vue de faciliter la navigation de la Rivière Rouge, elles devront pourvoir aux moyens d'exécution. Dans l'année 1842, est prise en consideration par la Chambre une proposition du comité général.

M. Ratliff n'est pas d'avis à ce que l'on alloue de nouveaux fonds au bénéfice des habitans riverains de la Rivière Rouge, et propose que le comité soit dissout.

M. Taylor fait remarquer que le bateau en question ne serait d'aucune utilité, si on n'allouait à l'ingenieur le montant requis. L'ingénieur n'a pas un sou pour accomplir ces travaux et la résolution propose le seul moyen d'accomplir l'entreprise. Il est maintenant d'un intérêt général de mettre l'ingenieur $10,000 qui suffiront à obtenir les dettes contractées, après quoi il restera de nouveau à see.

M. Ratliff dit que les créanciers du département ne doivent pas être soustrés dans leurs justes réclamations. Pourquoi donc y mettre un fonds sur lequel ils ont des droits incontestables? Il s'oppose donc à la section qui nécessait à une injustice.

M. Taylor répétique que le Représentant de Pointe Coupée commet une méprise; M. Ratliff explique l'amendement et est maintenant sur le sujet. Les fonds de 1842 sont épuisés, et une allocation de $5000 est réclame pour la construction du bateau à drageer; la résolution du reste déclare que les anciens créanciers doivent être préalablement satisfaits. Ce qu'il désire c'est que cela soit accompli que le produit du droit sur les ventes à l'encan pourra être mis à la disposition de l'ingenieur.

M. Ratliff répond que si, en vertu de la loi existante, cet argent doit aller dans le fonds d'amortissement, il faut qu'il y aille. Aussi tant les dettes payées, le premier argent reçu pourra être appliqué aux travaux reclamés. La résolution devient en conséquence inutile.

M. Musson pense que la discussion est prématurée et fait remarquer avant d'aller plus loin que le comité de finance ait fait son rapport.

M. Taylor expose que l'appropriation faite par dernier au departementale l'ingenieur a été employée à d'autres objets. Le département n'a jamais été en dette. La résolution ne sert qu'à fixer l'appropriation mais elle doit aller.

La motion de lever le comité est perdue.

M. Clark demande que le rapport et les résolutions soient déposés sur le bureau jusqu'au rapport du comité de finance.

La résolution est adoptée et le comité se lève.

Au moment où la résolution se présente devant la Chambre, M. Winchester présente quelques observations. Il se comprend pas la nécessité de la résolution. Les deux projets contiennent, dit-il, quelque faillis. L'adoption de celle qu'on examine peut coûter des allocations plus lourdes qu'on ne le suppose. La totalité des droits d'encan pour 1842, et $5000 sur le premier trimestre de 1843 forment une somme trop considérable pour ne pas être employée. Si nous devons abandonner la première partie de cette somme, n'y ajoutons pas $20,000.

M. Brewer dit qu'il s'est attaqué jusqu'à présent de prendre la parole sur ce sujet; mais que les objections qui naissent de tout point le forcent à le faire. Il connaît parfaitement la localité. L'adoption de la résolution qui est devant elle, et, en faveur du bateau à drageer et qui devait être, exemtée, le premier à ajouter la mesure, reuse la contraire les moyens de le mettre à exécution. Si le département de l'ingénieur est en arrière, c'est parce qu'il employer les fonds qui sont alloués! C'est justement pour mettre ordre à cette difficulté que la résolution a été proposée. Les travaux réclamés sont de la dernière importance, et tout ce que veut M. B. c'est que les $2000 qu'on y destine ne soient pas distraites pour une autre destination. Il pense que la résolution doit être prise en considération.

M. Benjamin déclare qu'il est fort en faveur de la mesure et qu'il serait disposer une résolution qui écarterait toutes les objections. Il suffit, dit-il, de temps pas, d'empêcher le détournement des fonds dûs au département de l'ingénieur pour les années 1842 et 1843. M. B. offre donc un amendement à cet effet.

M. Winchester pense que la chambre emporte avec elle une grande responsabilité en votant des appropriations sans avoir des renseignemens plus complets. Il ne voterait pas pour l'amendement.

M. Taylor déclare que si le membre de l'Assomption pouvait lui prouver que les planteurs riverains du Bayou Lafourche souffrissent la moitié de ce que souffrissent ceux de la Rivière Rouge, il voterait en faveur de son amendement. L'ingénieur avait déclaré que la Rivière Rouge était d'une très grande importance que l'Ohio. Ce n'est pas un Bayou, mais bien une rivière de 2000 milles de longueur, et le seul débouché des produits de l'intérieur. Il faut donc songer sérieusement à en faciliter la navigation. A l'appui de sa demande, M. Taylor présente une pétition des citoyens du Natchitoches, s'offrant à payer une taxe dont le produit servirait à enlever les obstructions de la Rivière Rouge.

M. Boudousquié demande la lecture des résolutions, afin que la Chambre puisse les comparer au rapport. On lit donc ce rapport que le gouvernement-général trouverait beaucoup de difficultés à envoyer des troupes dans cette partie de l'Etat. C'est là une question dont le Congrès seul aura à s'occuper. Quant à la résolution relative au bateau destiné à nettoyer le bas de la rivière, elle ne fera pas le prix; on ne peut l'adopter qu'autant qu'il y sera pourvu par une allocation; ces bateaux ne coûtent pas moins de $10,000 à $20,000.

M. Taylor, en réponse à M. Boudousquié, fait voir que cette somme, au rapport auquel ce dernier semble fait allusion en premier lieu, n'a d'autre but que d'appeler l'attention du gouvernement-général sur la protection que réclament nos frontières.

M. Winchester dit que le meilleur moyen de procéder serait de laisser à la rapport et de s'occuper de chacune des résolutions séparément. Cette motion est adoptée, et la première résolution est prise en considération.

M. Winchester propose plusieurs amendemens Bien que déclarant d'accorder sur les parties des résolutions ce qu'ils semblent tant désirer, il ne peut cependant le faire au détriment des autres parties de l'Etat. Il propose en conséquence d'effacer cette partie de la résolution qui enjoint à l'ingenieur d'Etat de construire un remorqueur.

M. Taylor entre dans quelques explications pour démontrer la nécessité de ce chemin, et combien il serait facile de le construire à peu de frais.

La proposition de M. Winchester est adoptée.

M. Philips propose de substituer à la première résolution une autre qui aurait pour but d'enjoindre à l'ingenieur d'Etat de construire un bateau à l'effet d'enlever les obstacles qui gênent la navigation de la Rivière Rouge et du bayou Lafourche. Il serait invité à l'ingenieur de commencer par le bayou au par la rivière, comme il le voudrait.

M. Taylor soumet un *postio* enjoignant à l'ingénieur de travailler d'abord à la Rivière Rouge.

M. Heath propose comme amendement que les travaux du Bayou Bœuf ne soient pas suspendus.

M. Taylor proteste contre les mutilations que l'on veut faire subir à la résolution.

M. Bordelon croit qu'il ne serait pas juste de faire suspendre les travaux du Bayou Bœuf.

M. Benjamin se déclare en faveur de la résolution Il s'oppose, dit-il, à tout amendement qui tendrait à empêcher que la Rivière Rouge fut débarrassée de ses obstructions.

La discussion s'engage sur ce point. M. Ratliff dit que les moyens de l'Etat sont